

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 12 août 1916.

N^o 61.

Samstag, 12. August 1916.

Loi du 11 août 1916, portant allocation d'une indemnité de renchérissement aux fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi qu'au personnel enseignant des écoles primaires.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 8 août 1916 et celle du Conseil d'État du 11 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Une indemnité de renchérissement est allouée pour 1916:

1^o aux titulaires de traitements fixés par la loi ou en vertu de la loi, y compris les douaniers, aux titulaires jouissant d'une indemnité susceptible de pension, aux ministres des cultes, aux membres de la gendarmerie et aux sous-officiers de la compagnie des volontaires qui, au cours de l'année 1916, ont été en possession d'un traitement ou d'une solde;

2^o aux agents des diverses administrations qui sont rémunérés au moyen d'indemnités non susceptibles de pension;

3^o aux caporaux et hommes de la compagnie des volontaires;

4^o aux cantonniers des routes de l'État et des chemins repris;

Gesetz vom 11. August 1916, betreffend Bewilligung einer Teuerungszulage an die Staatsbeamten und -angestellten, sowie an das Lehrpersonal der Primärschulen.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 8. August 1916, und derjenigen des Staatsrates vom 11. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Für 1916 wird eine Teuerungszulage bewilligt:

1. den Beziehern gesetzlich festgesetzter Gehälter einschließlich der Zollbeamten, den Beziehern pensionsfähiger Entschädigungen, den Militärbediensteten, den Mitgliedern der Gendarmerie und den Unteroffizieren der Freiwilligen-Kompagnie, die im Laufe des Jahres 1916 ein Gehalt oder Sold bezogen;

2. den Verwaltungsangestellten, die nicht pensionsfähige Entschädigungen beziehen;

3. den Korporalen und Mannschaften der Freiwilligen-Kompagnie;

4. den Straßen- und Wegewärtern auf den staatlich übernommenen Wegen;

5° aux ouvriers occupés d'une façon permanente dans un service ou dans une exploitation de l'État;

6° au personnel enseignant des écoles primaires supérieures et des écoles primaires;

7° aux pensionnaires de l'État.

Art. 2. Sauf les dérogations contenues dans les art. 3 et 4, cette indemnité sera:

1° de trois cents francs pour les célibataires et veufs, et de trois cent cinquante francs pour les hommes mariés.

Les veufs et hommes mariés toucheront de plus une indemnité de trente francs pour chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans;

2° de deux cents francs pour les institutrices laïques et de cent francs pour les institutrices religieuses;

3° de deux cents francs pour les ministres des cultes.

Art. 3. Les indemnités revenant aux personnes visées sub 3°, 4° et 5° de l'art. 1^{er} seront fixées par le Gouvernement en conseil, qui disposera à cette fin des crédits suivants:

a) d'un crédit de 25.000 fr. pour supplément de solde à accorder aux caporaux et hommes de la compagnie des volontaires;

b) d'un crédit de 125.000 fr. à répartir entre les cantonniers et ouvriers de l'État.

Art. 4. Pour les pensionnaires de l'État, l'indemnité sera de deux cents francs; de plus les pensionnaires mariés bénéficieront d'une première majoration de cinquante francs et, le cas échéant, d'une seconde majoration de vingt francs pour chaque enfant de moins de 18 ans. Cette majoration de 20 fr. pour chaque enfant au-dessous de l'âge de 18 ans sera également allouée aux veufs et aux veuves.

Pour les orphelins de père et mère, âgés de moins de 18 ans, l'indemnité, quel que soit leur nombre, sera de deux cents francs en tout.

5. den Arbeitern, die dauernd in einem staatlichen Dienst oder Betrieb beschäftigt sind;

6. dem Lehrpersonal der Oberprimär- und Primärschulen;

7. den Staatspensionierten.

Art. 2. Unbeschadet der in Art. 3 und 4 enthaltenen Abweichungen beträgt die Zulage:

1. 300 Fr. für die Ledigen und Witwer, und 350 Fr. für die Verheirateten.

Die Witwer und verheirateten Männer erhalten außerdem einen Zuschuß von 30 Fr. für jedes Kind unter 18 Jahren;

2. 200 Fr. für die weltlichen Lehrerinnen, und 100 Fr. für die Schulschwester;

3. 200 Fr. für die Kultusdiener.

Art. 3. Die Zulagen für die Personen unter 3, 4 und 5 des Art. 1 werden durch die Regierung im Conseil festgesetzt, welcher zu diesem Zwecke folgende Kredite zur Verfügung gestellt werden:

a) 25.000 Fr. als Solbzulage für die Korporale und Mannschaften der Freiwilligenkompanie;

b) 125.000 Fr. zwecks Verteilung unter die Staatswegewärter und Arbeiter.

Art. 4. Die Staatspensionierten erhalten 200 Fr.; die verheirateten Pensionierten erhalten außerdem noch eine Zulage von 50 Fr., und gegebenenfalls einen weiteren Zuschuß von 20 Fr. für jedes Kind unter 18 Jahren. Dieser Zuschuß von 20 Fr. für jedes Kind unter 18 Jahren wird ebenfalls den Witwern und Witwen bewilligt.

Für Doppelwaisen unter 18 Jahren ohne Rücksicht auf deren Zahl, beträgt die Zulage im ganzen 200 Fr.

Art. 5. Le fonctionnaire ou agent qui n'a été en activité de service que pendant une partie de l'année 1916, n'aura droit qu'à une partie proportionnelle de l'indemnité de renchérissement.

En cas de succession, dans le courant de l'année 1916, d'une pension à un traitement, l'indemnité sera calculée d'après l'art. 2 et d'après l'art. 4, proportionnellement au temps pour lequel le traitement et respectivement la pension auront été et respectivement sont dus.

Art. 6. Sont exclus du bénéfice de la présente loi:

a) les célibataires, veufs et veuves sans enfants âgés de moins de 18 ans, dont le revenu global dépasse le total de 5000 fr. par an;

b) 1° les hommes mariés, 2° les veufs et veuves ayant au moins un enfant, âgé de moins de 18 ans, dont le revenu global dépasse le total de 7000 fr.

Le revenu global sera calculé sur la base a) des traitements ou pensions alloués pour l'année 1916, et b) des autres revenus, d'après les rôles de l'impôt mobilier et de l'impôt foncier de l'exercice 1915.

Art. 7. Les indemnités allouées au personnel enseignant des écoles primaires sont à charge des communes, auxquelles l'État remboursera une part contributive s'élevant à 70% pour l'enseignement primaire supérieur et à 50% pour l'enseignement primaire, ces derniers à répartir conformément aux prescriptions de l'arrêté grand-ducal du 29 mars 1910, concernant les subsides de l'État en faveur de l'enseignement primaire.

Les communes qui ont alloué des indemnités de renchérissement pour 1916, sont autorisées à en déduire le montant de la part qui reste définitivement à leur charge.

Art. 8. Les bénéficiaires des indemnités fixées par les précédents articles toucheront, en plus, à

Art. 5. Der Beamte oder Angestellte, der nur während eines Teiles des Jahres 1916 im aktiven Dienst war, erhält nur einen entsprechenden Teil der Zulage.

Ist ein Beamter während des Jahres 1916 in Pension gegangen, so wird die Zulage gemäß Art. 2 und 4 für das Gehalt bzw. die Pension im Verhältnis zur Zeitdauer des einen bzw. der anderen berechnet.

Art. 6. Von der Zulage sind ausgeschlossen:

a) die Unverheirateten, Witwer und Wittven ohne Kinder unter 18 Jahren, wenn ihr Gesamteinkommen 5000 Fr. jährlich übersteigt;

b) 1. die verheirateten Männer; 2. die Witwer und Wittven, selbst mit Kindern unter 18 Jahren, wenn ihr Gesamteinkommen 7000 Fr. übersteigt.

Das Gesamteinkommen wird bestimmt: a) durch das Gehalt oder die Pension für 1916; und b) durch die übrigen Einkünfte nach Maßgabe der Mobilien- und Grundsteuerrollen für 1915.

Art. 7. Die Zulagen des Lehrpersonals der Primärschulen werden von den Gemeinden getragen, denen der Staat davon 70 % für die Oberprimärschulen und 50 % für die Primärschulen zurückzahlt, welche letztere gemäß den Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 29. März 1910 über die Staatszuwendungen zu Gunsten des Primärunterrichtes, verteilt werden.

Die Gemeinden, die schon für 1916 Teuerungszulagen bewilligt haben, dürfen diese von dem Betrag abziehen, den sie als Beitrag zu den neuen Zulagen zu zahlen haben.

Art. 8. Diejenigen, welche Zulagen gemäß vorstehenden Artikeln beziehen, erhalten außer-

titre d'indemnité de renchérissement pour l'année 1915, le tiers des sommes allouées pour 1916.

Pour le fonctionnaire ou l'agent qui n'aura été en activité que pendant une partie de l'année 1916, l'indemnité pour 1915 sera du tiers du chiffre de l'indemnité que le titulaire aurait eue en 1916 s'il était resté en fonctions jusqu'à l'expiration de l'année.

En cas de décès d'un pensionnaire dans le courant de l'année 1916, l'indemnité pour 1915 sera du tiers du chiffre de l'indemnité que le titulaire aurait touchée en 1916, s'il était resté en vie jusqu'à la fin de cette année.

Art. 9. La liquidation des indemnités se fera en une fois, dans le courant du mois d'août 1916.

Elles sont exemptes de tout impôt.

Un crédit non limitatif de 1.716.810 fr. est mis à la disposition du Gouvernement pour couvrir les dépenses ordonnées par la présente loi; ce crédit est rattaché au budget de 1916 sous l'art. 305^b.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 11 août 1916.

MARIE-ADELÉAIDE.

Les membres du Gouvernement,

V. THORN.
L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.

Loi du 11 août 1916, concernant la mise en état et la réfection de la voirie de l'Etat dans le canton d'Esch-s.-Alz.

Nous MARIE-ADELÉAIDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du

dem, als Zuschuß für das Jahr 1915, ein Drittel der für 1916 bewilligten Beträge.

Für den Beamten oder Angestellten, der nur während eines Teiles des Jahres 1916 im aktiven Dienst war, beträgt die Zulage für 1915 ein Drittel derjenigen, die der Betreffende für 1916 erhalten hätte, wenn er bis Jahreschluß im Dienst geblieben wäre.

Ist ein Pensionierter im Laufe des Jahres 1916 gestorben, so wird als Zulage für 1915 ein Drittel derjenigen fällig, die er für 1916 bezogen hätte, wenn er bis Jahreschluß gelebt hätte.

Art. 9. Die Zulagen kommen in einer Rate, im Laufe des Monats August 1916, zur Liquidierung.

Dieselben sind frei von aller Steuer.

Ein unbeschränkter Kredit von 1.716.810 Fr. wird der Regierung unter Art. 305^b des Ausgabenbudgets von 1916 zur Deckung der durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Ausgaben zur Verfügung gestellt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 11. August 1916.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

B. Thorn.
L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.

Gesetz vom 11. August 1916, betreffend Instandsetzung und Wiederherstellung des Staatsstraßen- und Wegenetzes im Kanton Esch.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenversammlung;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeord-

9 août 1916 et celle du Conseil d'État du 11 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Sur le montant des rentes dues à l'État en vertu des conventions de concession de terrains miniers passées avec les sociétés métallurgiques et approuvées par la loi du 29 novembre 1913, il sera prélevé la rente nécessaire pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt au montant de 1.600.000 fr., que le Gouvernement est autorisé à contracter sous forme d'avances à consentir par un établissement de crédit, d'émission de bons de caisse ou de titres au porteur, et qui sera affecté exclusivement à la mise en état et resp. la réfection de la voirie de l'État dans le canton d'Esch-s.-Alz. Le montant de cette rente sera fixé d'un commun accord par les chefs des départements des finances et des travaux publics et inscrit au budget annuel des dépenses de l'État, section de la dette publique, sous un article spécial, qui sera ainsi libellé:

« Annuité pour le paiement des intérêts et le remboursement de l'emprunt contracté dans l'intérêt de la voirie de l'État dans le canton d'Esch-s.-Alz. »

La première annuité sera inscrite au budget de l'exercice 1916.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 11 août 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général
des finances,*
L. KAUFFMAN.

*Le Directeur général
des travaux publics,*
A. LEFORT.

netenkammer vom 9. August 1916 und derjenigen des Staatsrates vom 11. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Betrag der dem Staate auf Grund der mit den Hüttengesellschaften abgeschlossenen und durch Gesetz vom 29. November 1913 genehmigten Verträge, über die Verleihung von Erzkonzessionen, geschuldeten Renten wird der erforderliche Betrag zur Verzinsung und Tilgung einer Anleihe von 1.600.000 Fr. entnommen, welche die Regierung entweder in Gestalt von Vorschüssen seitens einer Kreditanstalt oder mittels Ausgabe von Cassenbons oder Inhaberscheinen aufzunehmen ermächtigt ist. Diese Anleihe soll ausschließlich auf die Instandsetzung und Wiederherstellung des Staatsstraßen- und Wegenezes im Canton Esch verwandt werden. Die General-Direktoren der Finanzen und der öffentlichen Arbeiten bestimmen gemeinschaftlich die Höhe des zu befragten Zweck jährlich ins Ausgabenbudget, im Abschnitte der öffentlichen Schuld, unter einem besonderen Artikel mit folgendem Wortlaut einzuschreibenden Betrags:

„Zahresrate für die Verzinsung und Rückzahlung der im Interesse des Staatsstraßen- und Wegenezes im Canton Esch a. d. Mz. aufgenommenen Anleihe.“

Die erste Jahresrate wird in das Budget für das Rechnungsjahr 1916 eingeschrieben.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 11. August 1916.

Maria Abelheid.

Der General-Direktor
der Finanzen,
L. K a u f f m a n.

Der General-Direktor
der öffentlichen Arbeiten,
A. L e f o r t.

Arrêté du 11 août 1916, portant défense d'exportation de différents produits et objets.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;**

Revu l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916, désignant les produits et objets admis à la libre circulation, à titre de compensation, entre le Grand-Duché et les pays de l'Union douanière:

Arrête :

Art. 1^{er}. Les produits et objets désignés ci-après ne sont plus admis à la libre circulation entre le Grand-Duché et les pays de l'Union douanière, à savoir:

1^o articles en coton (n^o 2 du relevé publié à l'art. 1^{er} de l'arrêté du 4 août 1916 susdit);

2^o légumes et conserves de légumes (n^o 20 du relevé susdit);

3^o articles en chanvre (n^o 25 du relevé susdit);

4^o légumineux (n^o 31 du relevé susdit);

5^o objets en toile (n^o 50 du relevé susdit);

6^o fruits, conserves de fruits et vin de fruits (n^o 59 du relevé susdit);

7^o objets tissés ou tricotés (n^o 91 du relevé susdit);

8^o articles en laine (n^o 92 du relevé susdit).

Art. 2. Les contraventions au présent arrêté seront punies des peines prévues à l'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916.

Art. 3. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 11 août 1916.

*Pour le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,*

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*

L. MOUTRIER.

Beschluß vom 11. August 1916, daß Ausführungsverbot gewisser Produkte und Bedarfsgegenstände betreffend.

**Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit;**

Nach Einsicht des Beschlusses vom 4. August 1916, betreffend Bezeichnung der für den freien Warenverkehr zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und den Zollvereinsländern zugelassenen Produkte und Gegenstände;

Beschließt:

Art. 1. Die nachbezeichneten Produkte und Bedarfsgegenstände sind nicht mehr zum freien Verkehr zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und den Zollvereinsländern zugelassen:

1. Baumwollzeugnisse (N^o 2 der in Art. 1 des Beschlusses vom 4. August 1916 veröffentlichten Liste);

2. Gemüse und Gemüsekonserven (N^o 20 der genannten Liste);

3. Hanfzeugnisse aus Hauf aller Art (N^o 25 der genannten Liste);

4. Hülsenfrüchte (N^o 31 der genannten Liste);

5. Leinenwaren (N^o 50 der genannten Liste);

6. Obst und Obstkonserven, Obstwein (N^o 59 der genannten Liste);

7. Web- und Wirkwaren aller Art (N^o 91 der genannten Liste);

8. Wollzeugnisse (N^o 92 der genannten Liste).

Art. 2. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den in Art. 4 des Großh. Beschlusses vom 4. August 1916 vorgesehenen Strafen bestraft.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 11. August 1916.

*Für den General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,*

*Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,*

L. M o u t r i e r.

Arrêté du 7 août 1916, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;

Revu l'arrêté du 25 juillet 1916, par lequel des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans la localité de Pé-tange;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, ainsi que les art. 70 à 78 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Sur le rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'interdit prononcé sur la localité de Pé-tange est maintenu.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trouveront leur application pour cette localité.

Art. 2. La zone d'observation comprendra les localités de Lamadeleine, Rodange, Niedercorn et Differdange.

Ces localités sont régies par les dispositions des art. 74, 75 et 77 du susdit arrêté.

L'art. 76 du même arrêté reste provisoirement sans application.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 août 1916.

*Pour le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,*

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*

L. MOUTRIER.

Beschluß vom 7. August 1916, die Viehschuppenpolizei betreffend.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 25. Juli 1916, wodurch Sperr- und Beobachtungsgebiete bestimmt worden sind, um die Verschleppung der Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Bettingen zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehschuppenpolizei, sowie der Art. 70 bis 78 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Auf den Bericht des zuständigen Staats-tierarztes;

Beschließt:

Art. 1. Die über die Ortschaft Bettingen verhängte Sperre bleibt aufrechterhalten.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf diese Ortschaft Anwendung.

Art. 2. Das Beobachtungsgebiet umfaßt die Ortschaften Kollingen, Rodingen, Niederforn und Differdingen.

Diese Ortschaften unterliegen den Bestimmungen der Art. 74, 75 und 77 des erwähnten Beschlusses.

Art. 76 desselben Beschlusses bleibt provisorisch außer Anwendung.

Art. 3. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912 vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 7. August 1916.

Für den General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
S. MOUTRIER.

Avis. — Institut des sourds-muets.

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'une nouvelle admission d'élèves à l'Institut des sourds-muets à Luxembourg aura éventuellement lieu le 3 octobre prochain.

Les demandes d'admission, accompagnées de l'acte de naissance de l'aspirant-élève, seront à adresser avant cette date à M. Keiffer, inspecteur principal des écoles, président de la commission de surveillance du dit Institut.

Luxembourg, le 10 août 1916.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
L. MOUTRIER.*

Bekanntmachung. — Taubstummenanstalt.

Es wird hiermit zur Kenntnis der Interessenten gebracht, daß am 3. Oktober f. gegebenenfalls eine neue Aufnahme von Schülern in die Taubstummenanstalt zu Luxemburg stattfinden wird.

Zulassungsgesuche sind nebst einer Geburtsurkunde des Bäcklings vor obigem Datum an Hrn. Keiffer, Oberschulinspektor, Präsident der Überwachungskommission genannter Anstalt, einzusenden.

Luxembourg, den 10. August 1916.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 22 juillet au 5 août 1916.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantonen vom 22. Juli bis 5. August 1916 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N ^o d'ordre.	Cantons.	Localités.	Fievre typhoïde.	Dyphéerie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerperales.
1	Luxembourg.	Ville.....	»	1	1	2	»	»
		Grund.....	»	»	»	1	»	»
		Limpertsberg.....	1	»	»	»	»	»
2	Capellen.	Holzem.....	»	1	»	»	»	
3	Esch-s.-Alz.	Esch-s.-Alz.....	»	»	»	1	»	
4	Clervaux.	Hachiville.....	»	»	1	»	»	
		Rumlange (Asselborn) ..	»	1	»	»	»	
5	Diekirch.	Bettendorf.....	»	»	»	1	»	
		Diekirch.....	»	3	»	»	»	
		Eppeldorf.....	1	»	»	»	»	
		Reisdorf.....	»	»	»	1	»	
6	Echternach.	Beaufort.....	»	»	»	1	»	
		Bollendorferbruck.....	»	»	1	»	»	
7	Remich.	Ellange.....	»	»	1	»	»	
Total ...			2	6	4	7	»	»

Rectification. — Par suite d'une erreur typographique le texte français du n^o 20 de la liste publiée à l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 4 août 1916, désignant les objets admis à la libre circulation entre le Grand-Duché de Luxembourg et les pays de l'Union douanière (Mém. n^o 60, p. 755.), a été rendu d'une façon incomplète et inexacte; il faut lire: «légumes et conserves de légumes» au lieu de «conserves de légumineux».